



AKADEMIYA  
*The Expertise We Need. The Africa We Want.*



## **L'accélération du programme de libéralisation commerciale en Afrique peut stabiliser les marchés intérieurs et atténuer l'insécurité alimentaire croissante**

*La diversification des fournisseurs et la priorisation des chaînes d'approvisionnement régionales peuvent réduire la dépendance vis-à-vis des importations et renforcer la résilience face aux chocs, selon le dernier rapport AATM – Moniteur du commerce agricole en Afrique*

**DAKAR, le 16 décembre 2025** – D'après un récent rapport, il est indispensable de mener des réformes coordonnées dans le secteur du commerce agroalimentaire et d'effectuer des investissements ciblés afin d'exploiter pleinement les avantages du marché unique africain et de renforcer la sécurité alimentaire. Cinq ans après le début des négociations visant à créer la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), le Moniteur 2025 du commerce agricole en Afrique (rapport AATM) examine les avancées du continent en matière de création d'un marché alimentaire intégré. Il analyse également les cadres régionaux existants ainsi que leur contribution à la promotion d'une intégration commerciale plus profonde.

Ce rapport annuel majeur, produit par [AKADEMIYA2063](#) et [l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires \(IFPRI\)](#), est exclusivement consacré à l'analyse du commerce et des politiques agricoles en Afrique. Il constitue une ressource importante sur le rôle du continent dans les marchés mondiaux et régionaux, ainsi que dans les principales chaînes de valeur, fournissant une analyse complète et empirique de l'évolution des flux commerciaux intra- et extra-africains.

La 8<sup>e</sup> édition du [rapport AATM](#) porte sur le lien entre le commerce et la sécurité alimentaire. Elle analyse des tendances récentes et des moteurs du commerce en Afrique, tant au niveau mondial qu'au niveau intrarégional, en mettant l'accent sur le commerce au sein des communautés économiques africaines. Elle comprend également une analyse des modèles commerciaux et de la compétitivité du riz, ainsi qu'une étude du rôle du commerce des engrais dans la réalisation de la sécurité alimentaire. Le rapport a été rendu public lors d'un événement organisé à Dakar auquel ont participé, en présentiel et en ligne, des décideurs politiques, des institutions de recherche, des entités régionales, ainsi que des partenaires au développement.

Ce nouveau rapport indique que le commerce agricole intra-africain a triplé entre 2003 et 2023, passant d'environ 6 milliards de dollars US à près de 20 milliards de dollars US. L'analyse du commerce intrarégional en Afrique révèle des interdépendances entre les régions et les pays, qui ont renforcé

leurs relations commerciales lors des perturbations de la chaîne de l'offre mondiale telles que la pandémie de la COVID-19 et le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Le rapport met également en évidence que le commerce informel non déclaré constitue une composante significative des flux alimentaires régionaux, ce qui laisse entendre que le commerce intra-africain est vraisemblablement bien plus important et plus dynamique que ne l'indiquent les données actuellement disponibles.

Le continent reste néanmoins fortement dépendant des importations alimentaires en provenance du reste du monde. La facture des importations agricoles de l'Afrique a atteint le niveau record de 122,9 milliards de dollars US en 2022, principalement en raison de l'importation des céréales (l'Afrique du Nord étant le premier importateur), qui représentent désormais plus de 31 milliards de dollars US du total des importations alimentaires. Les autres principaux produits alimentaires importés sont les graisses et les huiles animales et végétales, les sucres et les confiseries. L'Afrique applique toujours les droits de douane les plus élevés au monde sur les produits agroalimentaires et les exportateurs du continent font face à certaines des restrictions non tarifaires les plus sévères sur les marchés stratégiques, notamment avec les États-Unis, la Chine, l'Inde et le Brésil, ce qui entrave davantage l'expansion commerciale.

Les progrès vers l'éradication de la faim et de la malnutrition connaissent un ralentissement. En effet, ils ont été entravés par les chocs climatiques, tels que le phénomène El Niño de 2023-2024, les conflits mondiaux, comme la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, ou encore les séquelles de la pandémie de la COVID-19. Dans ce contexte complexe, l'intensification des échanges intra-africains peut constituer une stratégie d'adaptation face aux crises mondiales et aux perturbations de la chaîne de l'offre.

Selon le **Dr Ousmane Badiane**, Président d'AKADEMIYA2063, cette édition du rapport AATM montre que « les défis de l'Afrique en matière de sécurité alimentaire sont de plus en plus liés à la structure de son commerce ». Il considère que « face à la dépendance croissante à l'égard des importations, à la concentration des fournisseurs et à l'exposition aux chocs mondiaux, le continent se doit de renforcer à la fois sa production nationale et ses marchés régionaux ». Il a ajouté que : « le rapport met également en évidence des opportunités remarquables : un commerce intra-africain qui a triplé au cours des 20 dernières années ; de nouvelles chaînes de valeur régionales qui émergent et ; des produits stratégiques tels que le riz et les engrais qui recèlent un potentiel inexploité en matière de résilience ».

Le rapport AATM 2025 présente des études de cas détaillées sur le riz et les engrais, deux chaînes de valeur essentielles à la productivité agroalimentaire, à la résilience et à la sécurité alimentaire à long terme en Afrique.

Le rapport présente le riz comme l'un des principaux aliments de base en Afrique, dont la demande devrait augmenter considérablement au cours des prochaines décennies en raison des effets combinés de la croissance démographique, de l'augmentation des revenus et de l'urbanisation. Alors que le continent enregistre des rendements moyens de seulement 2,1 tonnes/ha, soit moins de la moitié de la moyenne mondiale (4,8 tonnes), il importe actuellement en moyenne 15 millions de tonnes

de riz par an, ce qui représente 40 % de sa consommation. Face à une demande qui devrait dépasser l'offre, une hausse de 56 % des importations est attendue d'ici 2033. L'Afrique pourrait alors devenir la plus grande région importatrice de riz au monde d'ici dix ans, représentant 40 % des importations mondiales.

Les engrais sont essentiels à la sécurité alimentaire, compte tenu de leur rôle crucial dans l'amélioration de la productivité agricole et de la disponibilité des produits alimentaires. Cependant, les systèmes agricoles africains continuent d'utiliser de faibles quantités d'engrais, avec des taux d'application moyens de 22 à 23 kg/ha, bien en dessous de la moyenne mondiale de 139 kg/ha et de l'objectif fixé dans la [Déclaration d'Abuja](#) (50 kg/ha). Malgré une croissance significative de sa production d'engrais, le continent demeure un exportateur net. En 2023, l'Afrique enregistrait 14,7 milliards de dollars US d'exportations contre 8,8 milliards de dollars US d'importations.

Le rapport explore également l'interaction entre le régionalisme, le continentalisme et le multilatéralisme. Les résultats indiquent que la plupart des communautés économiques régionales (CER) africaines soutiennent le développement du commerce continental, notamment dans le secteur de l'agriculture. Néanmoins, en ce qui concerne les performances commerciales, leurs avancées sont variables. Le commerce agricole intra-africain, qui est passé de 14,8 milliards de dollars US à 16,6 milliards de dollars US au cours de la dernière décennie, est reflété de manière inégale au niveau régional : le COMESA (+20,9 %), la SADC (+9,2 %) et la ZLET (+22,2 %) ont enregistré des gains solides, tandis que la CEDEAO (-19,3 %) et la CEMAC (-38,7 %) ont connu des baisses importantes.

**Dr Johan Swinnen**, Directeur général de l'IFPRI a déclaré : « Malgré les progrès réalisés, le commerce intra-africain reste entravé par un certain nombre d'obstacles. Le rapport AATM 2025 souligne la nécessité de remédier à la fragmentation des marchés régionaux, aux coûts élevés des échanges commerciaux et au manque de coordination. Il exhorte les décideurs politiques à financer des mesures visant à stimuler la productivité et à moderniser/optimiser les régimes commerciaux. »

Les principales stratégies recommandées par le rapport AATM pour 2025 sont les suivantes :

- **Renforcer les marchés régionaux et réduire les barrières commerciales pour atténuer l'insécurité alimentaire.** Les pays devraient approfondir la mise en œuvre de la ZLECAf en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires, en harmonisant les normes et en investissant dans les infrastructures transfrontalières. Avec des marchés régionaux plus solides et mieux intégrés, les pays pourraient prendre des décisions commerciales plus éclairées, s'appuyer davantage sur l'offre continentale et moins sur les importations mondiales volatiles.
- **Améliorer la résilience des systèmes alimentaires régionaux grâce à des investissements dans la productivité, la logistique et les chaînes d'approvisionnement.** La dépendance de l'Afrique à l'égard des importations reste élevée. Il est indispensable d'accroître la production alimentaire régionale, de moderniser les systèmes de transport et de stockage et de réduire les coûts du commerce intra-africain, afin de mettre en place des chaînes de l'offre résilientes et efficaces, capables de répondre à la demande croissante.

- **Augmenter la productivité des denrées de base, notamment le riz.** Les pays doivent accroître leur productivité en optimisant l'utilisation des ressources hydriques, en améliorant l'irrigation et en favorisant des variétés résistantes à la sécheresse. Le renforcement des capacités d'agrégation, de transformation et de mouture améliorera également la compétitivité et réduira la dépendance vis-à-vis des importations.
- **Développer et coordonner le commerce des engrais en Afrique.** L'Afrique devrait tirer parti de sa position d'exportateur net d'engrais en renforçant les flux intra-africains d'engrais et en améliorant les systèmes de distribution. Une utilisation accrue, par rapport aux faibles niveaux actuels, pourrait combler les écarts de rendement et renforcer la résilience face aux perturbations mondiales des intrants agricoles.
- **Lutter contre les mesures non tarifaires restrictives afin de libérer le potentiel d'exportation de l'Afrique.** Les exportateurs africains sont confrontés à certaines des mesures non tarifaires les plus restrictives au monde. L'assouplissement des exigences de conformité et le renforcement des capacités réglementaires et commerciales permettraient une plus grande accessibilité aux marchés et aideraient les pays à diversifier leurs sources d'importation, ce qui contribuerait à renforcer la position de l'Afrique dans l'économie mondiale.

L'harmonisation des politiques destinées à favoriser les gains de productivité et le développement des marchés, conjuguée à une intensification des investissements dans les infrastructures et à la mise en œuvre de réformes réglementaires, sera déterminante pour dynamiser le commerce régional, permettre aux pays d'exploiter pleinement le potentiel de la [Déclaration de Kampala sur le PDDAA](#) et de la ZLECAf et, ce faisant, renforcer la sécurité alimentaire grâce à une meilleure disponibilité des denrées et à la stabilisation des marchés alimentaires nationaux.

## Contact pour les médias

### Dr Layih Butake

Directrice de la Communication et de la Sensibilisation, AKADEMIYA2063

[lbutake@akademiya2063.org](mailto:lbutake@akademiya2063.org)

### **À propos d'AKADEMIYA2063**

AKADEMIYA2063 est une organisation de recherche à but non lucratif implantée en Afrique, dont le siège se trouve à Kigali, au Rwanda, et le bureau régional à Dakar, au Sénégal. S'inspirant des ambitions de l'Union africaine et fondée sur l'importance cruciale de disposer de solides systèmes fondés sur les connaissances et des données probantes, la vision d'AKADEMIYA2063 est celle d'une Afrique dotée de *l'expertise nécessaire pour créer l'Afrique que nous voulons*. Cette expertise doit répondre aux besoins du continent en matière de données et d'analyses pour une conception et une mise en œuvre de politiques de qualité. La mission globale d'AKADEMIYA2063 est de créer, à travers l'Afrique, des capacités techniques de pointe visant à soutenir les efforts des États membres de l'Union africaine dans la réalisation des objectifs clés de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, à savoir transformer les économies nationales pour stimuler la croissance économique et la prospérité. Pour plus d'informations, consultez le site web : [www.akademiya2063.org](http://www.akademiya2063.org).

### **À propos de l'IFPRI**

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), centre de recherche fondé en 1975, appartient au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Il a pour mandat de fournir des solutions politiques fondées sur la recherche pour réduire durablement la pauvreté et éliminer la faim et la malnutrition. La stratégie de recherche de l'IFPRI a pour objectif de : soutenir une offre alimentaire durable et résiliente face au climat ; promouvoir une alimentation et une nutrition saines pour tous ; renforcer l'inclusivité et l'efficacité des marchés, des systèmes commerciaux et des industries alimentaires ; transformer les économies agricoles et rurales et ; renforcer les institutions et la gouvernance. Les programmes régionaux et nationaux de l'Institut jouent un rôle central dans les réponses apportées à la demande de recherche en matière de politique alimentaire et dans le soutien holistique apporté aux efforts nationaux de développement. Pour plus d'informations, visitez le site mondial [www.ifpri.org](http://www.ifpri.org) et le site régional <https://www.ifpri.org/division/africa-region-afr>.